

Sous embargo jusqu'au 20 novembre 2024 à 11h00 (UTC +7)

TELECHARGER LA PUBLICATION [ICI](#)

De nouvelles victimes de mines antipersonnel à déplorer alors que les pays se réunissent dans le cadre du traité qui interdit leur utilisation

Augmentation du financement et des efforts de déminage au niveau mondial

(Bangkok, 20 novembre 2024) La poursuite de l'utilisation des mines antipersonnel par le Myanmar, la Russie et d'autres pays qui n'ont pas interdit ces armes montre qu'il est urgent pour tous les acteurs de respecter les normes établies par le traité international interdisant les mines, a déclaré aujourd'hui la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel (ICBL) lors de la publication du rapport 2024 de l'Observatoire des mines (*Landmine Monitor 2024*).

« Ce rapport important fait état d'un nombre stupéfiant de civils tués ou blessés par des mines antipersonnel, y compris des enfants », a déclaré Tamar Gabelnick, Directrice de l'ICBL. « L'utilisation de mines antipersonnel par quiconque et dans quelque circonstance que ce soit est inacceptable et doit être condamnée. Tous les pays qui ne l'ont pas encore fait doivent adhérer au traité d'interdiction des mines afin d'inverser cette tendance et de mettre fin aux souffrances causées par ces armes abominables. »

Le traité d'interdiction des mines est entré en vigueur le 1er mars 1999. Il interdit l'emploi, le stockage, la production et le transfert de mines antipersonnel, et prévoit l'assistance aux victimes, le déminage et la destruction des stocks. Le traité compte actuellement 164 États parties. Les derniers pays à y avoir adhéré sont la Palestine et le Sri Lanka, en 2017.

Le rapport 2024 de l'Observatoire des mines paraît en amont de la cinquième Conférence d'examen du Traité d'interdiction des mines, un événement historique, qui s'ouvrira à Siem Reap, au Cambodge, le 25 novembre. Le rapport fait état d'une augmentation inquiétante du nombre de nouvelles victimes de mines. Il souligne les progrès notables concernant le déminage des terres contaminées par des mines, et l'augmentation significative du financement mondial alloué au secteur de la lutte antimines, avec un total annuel dépassant le milliard de dollars en 2023.

Le rapport 2024 de l'Observatoire des mines documente l'utilisation préoccupante de mines antipersonnel par des États qui ne sont pas parties au Traité d'interdiction des mines, y compris leur utilisation par la Russie de manière continue, et par le Myanmar de manière accrue et continue. Il document également l'utilisation de mines antipersonnel par l'Iran et la Corée du Nord. L'utilisation à grande échelle de mines antipersonnel par la Russie en Ukraine depuis l'invasion du pays en 2022 est une situation sans précédent qui voit un État non partie au traité déployer des mines antipersonnel sur le territoire d'un État partie. Le rapport fait état de nouveaux cas d'utilisation de mines antipersonnel par les forces gouvernementales et les groupes d'opposition au Myanmar, comme cela

a été documenté chaque année depuis la publication du premier rapport de l'Observatoire des mines en 1999.

Les groupes armés non étatiques ont utilisé principalement des mines antipersonnel improvisées en 2023 et 2024, en Colombie, en Inde, au Myanmar, au Pakistan, en Palestine (à Gaza) et de plus en plus dans la région du Sahel.

Le rapport a recensé au moins 5 757 personnes tuées ou blessées par des mines et des restes explosifs de guerre dans le monde en 2023. En 2023 et pour la première fois, c'est au Myanmar qu'a été enregistré le plus grand nombre de victimes annuelles (1 003). Les civils demeurent les premières victimes de ces armes : 84 % des victimes recensées en 2023 dont le statut militaire ou civil était connu, étaient des civils. Plus d'un tiers des victimes civiles étaient des enfants. Toutefois, dans de nombreux pays, les ressources allouées aux programmes d'aide aux victimes de mines sont limitées et, dans plusieurs cas, la disponibilité des services a reculé.

« Derrière ces statistiques préoccupantes, ce sont des personnes qui tentent de reconstruire leur vie suite aux conséquences dévastatrices des mines », a rappelé Eléa Boureux, Chef de projet pour l'Observatoire des mines, ajoutant : « un trop grand nombre de victimes n'ont pas accès à des soins médicaux adéquats, à des services de réadaptation ou à d'autres formes de soutien. Lors de la Conférence d'examen du Traité d'interdiction des mines qui se tient prochainement, la communauté internationale doit s'engager à fournir aux victimes des services appropriés, peu coûteux, inclusifs et accessibles. »

Dans le monde, au moins 58 pays et territoires sont encore contaminés par des mines. Toutefois, des progrès ont pu être constatés en 2023, puisque les 33 États ayant des obligations de déminage en vertu du traité ont déclaré avoir déminé 281,5 km² de terres au cours de l'année, soit plus que la superficie du Royaume-Uni. Cela correspond à la superficie dépolluée la plus importante depuis 2019, lorsque les États se sont engagés à faire avancer le déminage « dans toute la mesure possible d'ici à 2025 ». Le Cambodge et la Croatie ont montré la voie, dépolluant à eux elles seules plus de 209 km², soit 75% du total des terres dépolluées en 2023.

« L'augmentation des surfaces dépolluées montre ce qui peut être réalisé lorsque les ressources adéquates, l'appropriation nationale et la volonté politique sont réunies », a constaté Katrin Atkins, rédactrice du chapitre sur la contamination, le déminage et l'éducation au risque pour l'Observatoire des mines. Le Cambodge démontre que sa détermination à dépolluer les terres contaminées dans les plus brefs délais, notamment grâce à sa contribution nationale de plus de 30 millions de dollars en 2023, peut faire la différence et sauver des vies. »

Le rapport 2024 de l'Observatoire des mines indique que 12 États, tous non parties au Traité d'interdiction des mines, figurent toujours sur sa liste des pays qui développent, produisent ou acquièrent des mines antipersonnel, notamment la Corée du Sud, l'Inde, l'Iran, le Myanmar, le Pakistan et la Russie.

Le rapport 2024 fait état d'une augmentation historique du financement mondial alloué à la lutte antimines, qui dépasse pour la première fois le milliard de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 12 % (112,1 millions de dollars) par rapport à 2022, en grande partie due au soutien à l'Ukraine, qui a reçu 308,1 millions de dollars d'aide internationale en 2023. Le rapport soulève toutefois des inquiétudes quant à la diminution des fonds

alloués à la dépollution dans d'autres pays fortement contaminés, notamment l'Afghanistan et le Yémen, où les services de soins de santé et de réadaptation restent eux aussi largement sous-financés.

###

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

À Genève (Suisse, UTC +1) :

- Charles Bechara, Responsable de la communication et des médias à l'ICBL-CMC (anglais, français, arabe), Tél. +41 (0) 78 323 51 44 (WhatsApp), media@icblcmc.org
- Eléa Boureux, Cheffe de projet pour l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions (anglais, français), Tél. +41 (0) 78 225 60 11 (WhatsApp), monitor@icblcmc.org

À Bangkok (Thaïlande, UTC +7) :

- Yeshua Moser-Puangsuwan, Chercheur pour l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions (English), Tél. +66 (0) 89 124 4900 (WhatsApp), yeshua@icblcmc.org

Liens utiles:

- Observatoire des mines et des armes à sous-munitions, www.the-monitor.org
- Campagne Internationale pour interdire les mines, www.icblcmc.org/about-icbl
- Nous suivre sur X: @MineMonitor and @minefreeworld
- Nous suivre sur Instagram: @icbl_cmc
- Nous suivre sur [LinkedIn](#)

À propos de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions
(*Landmine and Cluster Munition Monitor*)

Le rapport 2024 de l'Observatoire des mines (*Landmine Monitor 2024*) est le 26^{ème} rapport annuel de la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel (ICBL), co-lauréate avec Jody Williams du prix Nobel de la paix en 1997. Publié en amont de la cinquième Conférence d'examen du Traité d'interdiction des mines le rapport contient un aperçu global des efforts visant à l'universalisation et la mise en œuvre du traité, notamment en matière de déminage des terres contaminées, d'éducation aux risques des communautés touchées et d'assistance aux victimes de ces armes qui frappent sans discrimination. Le rapport examine la réponse de la communauté internationale face au problème global des mines antipersonnel, et se concentre sur l'année civile 2023, avec des informations mises à jour jusqu'en octobre 2024 dans la mesure du possible.

L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l'initiative de la société civile en charge de la recherche et du suivi pour la Campagne internationale pour interdire les mines et la Coalition contre les armes à sous-munitions (ICBL-CMC).